

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE[®]9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENTS

FRANCE	STRANGER
Un an.... 80 fr.	Trois mois, 28 fr
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois, 20 fr.	Un an.... 122 fr.
Cheque postal Lentente 655-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, rue Montmartre, PARIS (2^e)

Le droit de tuer

Il y a quelques jours un fait divers d'une atrocité banale m'a rappelé l'article que j'écrivis il y a deux mois sur le sentimentalisme de certains, et dans lequel je défendais le principe de la vivisection et de l'expérience scientifique sur nos frères inférieurs : les animaux.

Une femme dououreusement frappée par les souffrances ininterrompues de son mari — considéré comme incurable — mit fin au supplice du malade en tirant sur celui-ci, à bout-portant, une balle de revolver dans la tête, et la foule hurlante et bestiale de s'extasier sur le « geste héroïque » de la malheureuse.

Et bien ! il y a entre l'acte de cette femme et l'opposition de certains à la science expérimentale un parallèle à établir. C'est en vertu du même sentimentalisme ridicule que la première a tué un homme qui lui était cher, et que les autres se refusent à sacrifier les animaux.

Et la question se pose brutale dans toute son horreur. A-t-on le droit de détruire un homme prétendu incurable par la science moderne ?

Je veux éloigner de ma pensée le cas particulier. Il est possible, sinon certain, que l'individu dont il est question était irrémédiablement condamné ; que rien ne pouvait le sauver. Mais le précédent est terrible, et la thèse du « droit à la mort sur les autres » est pour ceux qui la soutiennent lourde de responsabilités :

Je ne conteste pas le droit au suicide. Chacun peut disposer de sa vie. Mais cette vie n'est la propriété de personne, et il n'appartient pas à autrui d'en disposer, surtout si le malade n'a pas la force de se supprimer lui-même.

Et puis, c'est donner à la science médiocre une trop forte créance que de lui permettre d'affirmer l'incurabilité d'un malade. Nous nous sommes élevés avec trop de véhémence contre toutes les idoles pour faire de la science un nouveau dieu.

Tout n'est pas trouvé. C'est pourquoi j'ai défendu et défendrai encore, malgré les critiques et les observations qui ne m'ont nullement convaincu, le droit expérimental pour les savants et pour les chercheurs.

Les faibles êtres que nous sommes ont encore besoin de milliers d'années de recherches et d'observations pour arriver à détruire toutes les forces mauvaises de la nature. Et pourtant chaque mal a son remède, il faut le trouver ; et c'est dans cet espoir que depuis des siècles et des siècles les hommes sont penchés sur les livres et sur les cornes.

Nous ignorons si demain, dans le cercueil d'un de ces hommes, ne surgira pas la lumière qui arrachera à la souffrance atroce des quantités de pauvres êtres courbés sous le poids de la douleur ; qui peut prétendre connaître l'avenir, alors qu'une expérience heureuse, en un jour, en une heure, en une minute, à l'instant suprême où l'on s'apprête à supprimer une vie, peut sortir du tombeau, tous les miséreux condamnés par l'ignorance de la veille, et qui se mourraient lentement sur le lit de supplice ?

La vie n'est pas faite que de joies. Elle est une lutte constante, un combat d'illusions et de déboires, mais elle doit être alimentée par une espérance profonde d'un avenir meilleur.

Dans ses heures de désespoir, le malade peut aspirer à la mort qui le libérera de tous ses maux ? C'est que la souffrance physique affaiblit ses forces morales. Il hurle, il crie sa haine d'une vie de torture, et appelle la fin de ses douleurs.

Là, près de lui, sur une table, je suppose, l'arme libératrice qui va le porter dans le néant et dans le calme, et terminer, à jamais, une existence misérable. Ses yeux se fixent sur le sinistre outil, qui en une seconde va effacer tout un passé et tout un avenir. Il se précipite. Enfin il va gagner la paix éternelle. Mais la souffrance a disparu en cette minute tragique, le regard agrandi par la profondeur du précipice, les yeux plongent dans le vide, il hésite et rejette avec terreur la paix et le calme que sont la mort pour accepter encore l'atrocité du sacrifice qui est la vie. La matière lâche reprend le dessus, et c'est tant mieux. Et si, à cet instant, notre bras s'armait pour détruire cet homme, il me semble que le moribond se dressait pour nous crier : « Assassins ! »

Souffrir encore, mais vivre — car la vie n'a pas de but — avec cet espérance

que demain sera meilleur, et que la délivrance viendra un jour, apportant avec le remède la joie et le bonheur : ce n'est pas de la lâcheté.

Il y a dans les maisons de santé des milliers d'aliénés, eux aussi, considérés comme incurables et qui seront peut-être rendus demain à la raison, à la suite de recherches couronnées de succès. Plus fous que ces fous seraient ceux qui voudraient les supprimer. Ce n'est pas seulement un sentimentalisme barbare, mais une aberration mentale dangereuse que de prétendre au droit à la mort sur ces hommes, en se couvrant du manteau de l'humanitarisme.

Tant qu'un souffle de vie subsiste, la mort n'a pas encore accompli son œuvre et le ravage peut être enrayer.

Le domaine de l'inconnu est trop grand pour qu'un homme puisse se permettre de plonger dans le néant de ses semblables.

Combien de fois déjà se sont trompés « les maîtres » ? Et combien de fois se tromperont-ils encore ? Si toute l'activité humaine, au lieu de se dépenser aux œuvres de mort et de destruction, était orientée vers la libération morale et physique de l'humanité, la science peut-être avancerait à pas de géant, et petit à petit disparaîtraient de notre globe toutes ces souffrances qui ne sont que les conséquences de notre état social vicieux.

Tout en tenant compte du charlatanisme qui se manifeste dans toutes les branches de notre société pourrie, il faut pourtant accorder aux chercheurs une certaine confiance et leur permettre de travailler pour que demain nous n'assimisions plus à cet excès de sentimentalisme, qui oblige un être à en tuer un autre pour l'arracher aux misères et aux souffrances de notre pauvre vie.

J. CHAZOFF.

LE FAIT DU JOUR

Pauvre Lélian

Hier matin, à dix heures et demie, les « Amis de Verlaine » se sont réunis, au jardin du Luxembourg, pour la commémoration annuelle du souvenir du poète.

Telle est la nouvelle que nous communiquent les agences.

À-dessus, les journaux d'informations narreront la cérémonie. Ils diront le semi-pittoresque d'un représentant du ministre de l'Instruction publique, et les déclamations, par des artistes officiels de théâtres subventionnés, de plusieurs à propos en vers — le tout devant la statue emprisonnée de plates-bandes du grand homme reconnu, consacré, classé.

Pauvre Lélian ! Durant sa vie, tous ces bougres pontifiants — ou leurs descendants — qui viennent aujourd'hui le proclamer et le déclarer, fuyaient comme la vérole le vagabond aux gros souliers souvent percés, au cache-nez de misère et à la voix chantante des plus douloureux et des plus atrois accords du cœur humain.

Tous ces officieux et ces officiels, tous ces poètes de salons, tous ces journalistes de la société bourgeoisie, ont laissé crever de faim et de froid Paul Verlaine, dans une horrible chambre du faubourg Saint-Jacques.

Aujourd'hui ils fêtent ses restes, devant la statue qu'ils ont fait éléver au prix de pièces de cent sous, qui eussent permis au pauvre Lélian en chair et en cœur vivants, de ne pas connaître la stupidité, l'abêtissante, la désespérante Miséricorde.

Car il fallait que Paul Verlaine fut mort depuis des années, et immobilement en évidence de pierre au centre du massif d'un jardin public, pour que les petits hommes d'ordre et de convention lui pardonnaient — enfin ! — d'avoir dédaigneusement et follement piétiné les ridicules plates-bandes de leur Société.

Pas d'amnistie politique en Allemagne

Berlin, 20 juillet. — La Commission juridique du Reichstag a rejeté toutes les propositions demandant l'amnistie pour les condamnés politiques.

Ainsi, voici encore un corps représentatif qui démontre toute la nocivité du Parlement.

Le gouvernement, pourtant réactionnaire, avait lui-même proposé l'amnistie politique, mais devant le refus de la Commission, il n'insista pas de peur de perdre son portefeuille.

Les gouvernements sont des cowards ; exemple : Herriot, en France, et Marx, en Allemagne, et les parlementaires des crapules.

La révision du procès du BONNET ROUGE

Les journaux ont publié avant hier une information selon laquelle la révision du procès du Bonnet Rouge est commencée. M. Cambrelé est parvenu à mettre de l'ordre, en huit jours, dans les 4.500 pièces qui composent le dossier de cette affaire, ce qui n'est, certes pas, un petit travail.

M. Petit, juge instructeur, a donc procédé aux interrogatoires de Jean Goldsky, de Marion, de Ver casson, condamné à deux ans de prison avec sursis et cinq mille francs d'amende pour avoir fait pénétrer en France des chèques provenant de Duval.

Enfin, hier, M. Petit et son greffier M. Cambrelé, se sont transportés à Neuilly pour interroger Jacques Landau, actuellement dans une maison de santé.

Nous sommes en mesure d'affirmer que, en ce qui concerne Goldsky, les informations publiées par nos confrères ne sont pas tout à fait exactes. C'est moi qui, et non jeudi, comme on l'a écrit, que l'interrogatoire a eu lieu, contrairement à ce qu'a été dit, le défenseur de Goldsky, M. Pierre Loewel, n'y assistait pas, puisqu'on ne l'avait pas avisé.

Des le lendemain, M. Pierre Loewel a déposé à la Chambre des députés en accusation une liste de trente-six témoins dont il demande l'audition.

En ce qui concerne la libération probable des condamnés, le défenseur de Marion, M. Gauchic, a déposé une demande de mise en liberté provisoire en faveur de son client, insistant sur le mauvais état de santé de celui-ci.

Pour Goldsky, qui se refuse à accepter la moindre visite médicale, M. P. Loewel a déposé également une même demande. Il fait valoir que Jean Goldsky est emprisonné depuis sept ans et que, par conséquent, sa peine est presque terminée. De plus, la procédure en révision semble devoir être longue, car elle ne fait que commencer.

Qu'il nous soit permis d'ajouter que, chaque année, la chambre des députés en accusation prend deux mois de vacances. Il ne serait donc pas admissible qu'elle clôture ses travaux cette saison, en laissant en prison des condamnés dont l'imminence ne fait aucun doute. Ou bien, qu'elle en permanence pour instruire l'affaire en cours ; ou qu'elle renvoie la suite après les vacances — comme il est probable qu'il en sera décidé — non sans avoir ordonné au préable la libération de Jean Goldsky et de Marion.

Nous voulons croire que M. Petit, cédant à un esprit de justice fort louable, n'hésitera pas à se prononcer pour cette dernière solution.

La bouée de sauvetage a été atteinte

La souscription mensuelle dont nous publions en troisième page la septième liste, se monte à 9.886 fr. 50 ; avec ce que nous possédons en chèques postaux, les 10.000 francs sont donc dépassés.

Merci à tous !

Mais une autre fois — le mois prochain par exemple — ne nous faites pas peur ainsi, les amis. N'attendez point le dernier moment, l'extrême limite, pour verser vos cinq francs.

COMME LES « NETTOYEURS DE TRANCHEES »

Le couteau « travaille » dur

Hier soir, de nombreuses bagarres eurent lieu, au cours desquelles les anciens soldats qui sont les hommes qui montrèrent qu'ils se souvenaient de leur ex-métier :

— En face du numéro 230 du boulevard de la Villette, l'Algérien Nadja Assen, âgé de vingt et un ans, sans domicile, a été frappé d'un coup de couteau à l'omoplate gauche par un individu qui a pris la fuite. Le blessé a été transporté dans un état grave à l'hôpital Saint-Louis.

— Quelques instants auparavant, une rixe s'était produite sur le même boulevard, et l'ouvrier plombier André Genin, dix-neuf ans, demeurant 90, rue de Flandre, avait été frappé de plusieurs coups de couteau par des individus qui ont également disparu. Toutefois, l'auteur présumé a été arrêté quelques instants plus tard, rue d'Aubervilliers, et mis à la disposition de M. Martel, commissaire de police du quartier du Combat.

Le blessé, qui a l'intestin perforé, a été transporté à l'hôpital Lariboisière.

Boulevard de Charonne, Robert Bernard, âgé de vingt ans, mécanicien, demeurant 14, impasse du Progrès, à Montrouge, a été blessé d'un coup de couteau dans la région du cœur et transporté à l'hôpital Saint-Antoine.

— Au cours d'une rixe qui s'est produite à la sortie du bal Cahier, 12, Grand'Rue, à Asnières, Aimée Linder, 61, rue Cavé, à Levallois, et May, 32, rue Martinval, à Levallois, et Louis Fontacé, 25 ans, 1, route d'Asnières à Cligny, se sont blessés réciproquement de divers coups de couteau.

Louis Fontacé, atteint au ventre, a été admis à l'hôpital Beaumont.

LES VICTIMES DU FASCISME

Bonomini devant les Assises

Dans quelques jours s'ouvrira, devant les Assises de la Seine, le procès de notre camarade Bonomini. C'est plutôt le procès du fascisme incendiaire que l'on devrait dire, car, au cours des débats, il sera constamment parlé des atrocités et des crimes sans nom commis par la bande de assassins dirigée par Mussolini. Le dictateur à la chemise noire sera, ainsi que toute sa cohorte sanglante, cloué au pilori et notre vaillant ami dira pourquoi il crut nécessaire de faire le geste qui lui vaut une longue incarcération et sa comparution devant la Cour d'assises.

Les douze bourgeois qui auront à décider de son sort (nous ne parlons pas des magistrats, car ceux-ci ne sont que des machines à condamner), les douze hommes qui composeront le jury entendront, durant les audiences, tout un réquisitoire contre cette association de malfaiteurs d'Italie qui se distinguèrent dernièrement par l'assassinat de Matteotti.

Notre cher camarade Bonomini expliquera pourquoi, à différents moments, certains gestes deviennent nécessaires pour faire sentir aux tyrans toute la violence indignation que soulève leur oppression.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leurs ancêtres bourgeois de 1789 avaient inscrit dans leur pacte « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » que « l'Insurrection est le plus sacré et le plus impréscriptible des devoirs ». Or, le geste de Bonomini n'est que l'application de la philosophie de 1789.

Notre cher camarade Bonomini expliquera pourquoi, à différents moments, certains gestes deviennent nécessaires pour faire sentir aux tyrans toute la violence indignation que soulève leur oppression.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

Il pourra dire aussi à ces bourgeois que leur ancêtre, le dictateur à la chemise noire, a été arrêté et condamné à mort par l'assassinat de Matteotti.

La nuit se succèdent les flammes des arquebuses dont ils tirent des coups de feu selon leur habitude, en signe de joie, s'arrêtent après quelques minutes.

Une sévère disposition du règlement ferroviaire édictée que les sonneries d'alarme ne doivent être tirées qu'en cas d'absolue calamité. Mais les fascistes déroguent les lois et les dispositions qui ne leur conviennent pas. Et c'est à leur gré, pour leur seul plaisir, que les sonneries du train de Naples fonctionnèrent avec insistance, ce vendredi-là.

Les mécaniciens arrêta la locomotive et le train s'arrête en rase campagne. Mais, sur le tender brusquement surgissent quatre ou cinq hommes noirs qui, à coups de revolver, avertissent qu'il est déjà temps de retourner à Naples, et que cela doit se faire tout de suite s'il ne déplait pas aux personnes.

Il était arrivé que dans la hâte de l'arrêt en gare de Naples, de nombreux fascistes avaient manqué le train et étaient, comme on dit, restés en carete. L'habitué fusillé avait avisé de l'incident ceux qui étaient déjà partis.

De Naples, où il est retourné, le train repart pour Rome, parmi le chahut et les coups de revolver contre les arbres et contre le tuyau de la cheminée, faute de cible humaine. Les fascistes ne devaient pas manquer de munitions pour en user avec tant de prodigalité.

Le matin suivant, le train arrive à Rome ; mais voilà qu'en gare, nos belliqueux voyageurs sont cernés par des pelotons de carabiniers, encadrés et conduits à la caserne Magnanapoli. La plupart font les ignorants : ils ne savent rien. Ils allaient à Milan à la grande assemblée fasciste lombarde ou bien rendre visite aux bons amis de Rome.

Certains, plus lestes, ont pu rompre le cordon de carabiniers, et se sauver à travers Rome. Par ceux-ci et par les indiscrétions des autorités on a pu savoir que les quatre cents fascistes avaient l'excellente intention de faire l'assaut des prisons de Regina-Cecili, afin de libérer les accusés de l'assassinat de Matteotti.

Les autorités n'avaient pu faire semblant de rien savoir, car elles avaient été prévenues du vaste complot par une haute personnalité napolitaine. D'où l'arrestation des séditions.

Les « chemises noires » furent renvoyées à Naples, avec toutes les complaisances et tous les égards du monde. S'il se fut agi d'une simple démonstration de subversifs pour extérioriser leur sympathie à l'égard de quelqu'un d'autre, leurs poursuites pour le plus léger délit, les arrestations auraient été maintenues, l'habituel procès s'en serait suivi, et aucun d'entre eux n'aurait été épargné.

Une vilénie

Malgré certaines préoccupations qui ne sont pas à dédaigner pour un ouvrier qui a le souci du développement de son organisation syndicale, je veux dire malgré la puissance que peut avoir un quotidien comme *L'Humanité* pour le mouvement syndical je me crois obligé de dénoncer une vilénie parue dans ses colonnes d'hier.

Je ne serai ni injurieux ni même acerbe, mais très heureux si le *Libertaire* voulait bien apporter mon hommage d'admiration au camarade Spinetta pour le geste de noosphore qu'il accomplit et qui très certainement jusqu'au sacrifice de sa vie si le conflit de la verrerie ouvrière d'Albi ne se solutionne pas rapidement selon la conception qu'a cet apôtre, des relations entre dirigeants administratifs et ouvriers producteurs dans une usine prolétarienne.

Je ne cacherais pas que je vois dans le conflit de cette verrerie ce qui se passera en grand dans toute la nation et dans toutes les nations qui touchera la prochaine révolution. Je ne cache pas que je suis de cœur et de raison avec les ouvriers lorsqu'ils demandent d'être au premier plan et d'avoir le droit de diriger comme bon leur semble et leur travail et toute l'économie de leur production.

Je leur donne ce droit même auraient-ils tort administrativement par rapport aux relations administratives et commerciales indispensables entre une usine prolétarienne et la société bourgeoisie au milieu de laquelle cette usine s'est implantée.

Nous devons leur donner raison parce que au lendemain d'une transformation sociale ces mêmes dissensions surgiront et nous verrons une administration prétendre avoir le droit de diriger le travail et les ouvriers avec raison vouloir se diriger eux-mêmes.

C'est en pensant à toute la lutte qui se poursuit actuellement pour l'asservissement du mouvement ouvrier par une catégorie inqualifiable que je n'ai pu matrier mon indignation en voyant sur *L'Humanité* d'aujourd'hui ce titre : « M. Spinetta fait paraître la grève de la faim » et en dessous, à la fin de l'article : « Nous reviendrons sur cette nouvelle manœuvre ».

Je me demande par quelle aberration de l'esprit, par quelle négation de tout sentiment humain on peut arriver à écrire des choses pareilles. Comment peut-on qualifier de manœuvre l'acte d'un homme qui s'impose cette souffrance terrible de se laisser défaire au jour le jour, l'affaiblissant de minute en minute malgré les instances de tous ses amis et les supplications de sa famille ? Un dévouement de cette sorte au service d'une idée ou même d'une opinion devrait tout au moins assurer un certain respect à celui qui en est capable. Je pose la question à celui qui a écrit ce fillet sur *L'Humanité*. Est-il capable d'en faire autant pour la défense de ses idées ? Si oui ! sa sincérité devrait lui faire respecter la sincérité de Spinetta poussée à cette extrémité et alors c'est une vilénie qu'il a commise. Si non, c'est un dégoûtant.

Jean FRAGO.

LIRE :
LE DRAME D'ETRE DEUX
par HAN RYNER et Madame AUREL

En vente à la LIBRAIRIE SOCIALE
9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)
Chèque postal : Marcel Jouot, 520-42
Prière d'adresser tout ce qui concerne la LIBRAIRIE SOCIALE à Marcel Jouot et son fils Lentente.

SUR UN LIVRE DE RABINDRANATH TAGORE NATIONALISME

Et nous, les Sains-Nation du monde...
RABINDRANATH TAGORE

Mais que de préambules, dira-t-on. C'est l'analyse du livre que je me proposais de faire et le sujet m'a entraîné. Aussi bien, celle-ci me paraît inutile. Il faut lire *Nationalisme*. C'est un livre comme il en faudrait beaucoup, parce que ce n'est pas que de la question sociale qu'il traite, mais de la question humaine.

On ne s'était jamais, du moins avec tant de courage, mesuré de front avec l'hydre aux cent mille gueules de canons. On avait lancé des pointes, dans l'épiderme de son enfant, le militarisme, J. Grave, A. Retté, Descaves, Mirabeau, etc.

« Le militarisme, une méthode d'anihilation de l'individu au bénéfice d'une collectivité stérile », écrivait Adolphe Retté, dans *Aspects*. « L'armée déforme les personnalités originarialement les plus diverses, le modèle, selon un type uniforme, abolit les initiatives et crée une hiérarchie où triomphe de grade à grade l'adaptation de plus en plus complète de l'homme au milieu brutal, despote et vaniteux. Pour fruit de cette culture, on obtient le parfait meurtrier, c'est-à-dire un être qui donne la mort en vue d'une récompense et sans pouvoir même invoquer l'excuse d'un grief contre ses victimes. » (Adolphe Retté).

Cela est net. C'était une belle attitude. M. Retté n'est plus des nôtres. Ce n'est pas non plus une attaque indirecte contre lui, car nous ne nions pas la sincérité dans sa foi présente que plusieurs livres ont affirmé. Nous avons cité Retté, comme nous aurions pu citer France ou un autre, mais un peu aussi parce que nature droite, impulsif, il nous offrait davantage de témoignages de cette sincérité justement : trois attaques à l'armée, au militarisme, est de bonne guerre, sans doute ; mais jusqu'à présent à prendre ruiner une cause en s'en prenant à ses effets ?

Rabindranath Tagore n'a pas craint de disserter de la cause elle-même, et il pose le problème nettement, l'envisageant sous trois de ses faces les plus différentes, — dans trois de ses stades, plutôt. Le nationalisme implanté (Occident), accepté. Le nationalisme qui s'implante (au Japon). C'est peut-être seulement une question de temps, malgré l'espérance que Tagore conserve au sujet de l'âme nipponne. Et le nationalisme (dans l'Inde), qui ne pourra s'enraciner. Il faut remercier Cecil-Georges Bazile, traducteur de Wilde, de lord Dunsany, de Wells (*La Guerre qui tuerà la Guerre*, etc.), d'avoir choisi dans l'œuvre formidable de Tagore ce qu'il y a de plus scabreux, de plus subversif.

Tagore déclare, sans ambiguïté (et nous aimons que ce soit le plus grand poète vivant qui le proclame) : « Il n'y a qu'une histoire : l'histoire de l'homme. Toutes les histoires nationales ne sont que des simples chapitres de la plus grande. »

De toute évidence, Dieu fit l'homme pour être humain, mais ce produit moderne a un si merveilleusement cubique, sentant tellement la manufature gigantesque, que le créateur aura de la peine à le reconnaître comme une chose de l'esprit et une création faite à sa propre image divine.

« Une nation dans le sens de l'union économique et politique d'un peuple, écrit-il, est cet aspect que toute une population revêt lorsqu'elle est organisée pour un but mécanique. La société comme telle n'a pas de but ultérieur. Elle est une fin en elle-même. »

Elle a aussi un côté politique, mais c'est seulement dans un but spécial. C'est pour se préserver. »

En face d'elle, à côté d'elle, il y a d'autres nations. Et la concurrence nait qu'exploitant ceux qui vivent des nations.

« L'industrie qui vit de la cupidité et de la crainte de l'homme occupe de plus en plus de place dans la société dont elle est devenue finalement la force gouvernante. »

Voilà ce que Tagore, citoyen de l'Inde, qui n'est d'aucune nation, voit mieux que nous.

« Il est possible, nous dit-il, que, comme nous ne nous apercevons plus (par habitude), les liens vivants de la société se brisent et cèdent la place à une simple organisation mécanique. »

Et plus loin :

« Quand cette organisation de politique et de commerce, dont l'autre nom est nation, sera devenue toute puissante aux dépens de l'harmonie de la vie sociale supérieure, ce sera un mauvais jour pour l'humanité. Pour la cause de l'humanité, nous devons dire que ce nationalisme, écrit-il encore, est une épidémie cruelle du mal qui se répand sur le monde humain du siège actuel, rongeant sa vitalité morale. »

Contentons-nous de citer : « Je vous le demande, y a-t-il eu dans l'histoire de l'homme, à sa période la plus sombre, rien qui puisse se comparer avec ce terrible désastre de la nation, fixant ses crocs dans la chair du monde et prenant des précautions permanentes contre tout relâchement naturel ? »

Et ce mal est né chez nous. Ce livre fixe en quelque sorte nos responsabilités à nous, peuples occidentaux. Et elles sont grandes, M. Guy-Grand, déclare : « S'il fallait résumer d'un mot la philosophie des nationalités, il faudrait dire qu'ils ont passionnément le goût de l'ordre. »

« L'immense question de l'ordre », disent-ils avec Auguste Comte. « Mais, riposte Tagore, cet ordre n'est-il pas simplement un bien négatif ? Et prenant la colonisation anglaise en exemple, il refuse cette assertion : « La sagesse de la nation n'est pas dans sa foi dans l'humanité, mais dans sa défiance complète (p. 55). En effet, chaque pays jette son filet d'espionnage au fond de la bourse des autres, pêchant leurs secrets, ces traités perfides qui se développent dans les profondeurs boueuses des diplomatiées. Et quel est ce service secret, si ce n'est le trafic souterrain de la nation en enlèvements, assassinats et trahisons et tous les vilaines crimes engendrés dans les abîmes de la putréfaction. Parce que chaque nation a sa propre histoire de vols, de mensonges et de parjures. »

Tague remarque d'ailleurs que la nation est le plus grand mal pour la nation. Son seul désir est de trafiquer sur la faiblesse du reste du monde, comme certains insectes qui sont nés dans la chair paralysée des victimes auxquelles on a laissé juste assez de vie pour être mangeables et nutritives.

L'esprit de la nation est l'esprit de con-

quête (1). A ce propos, ayant retrouvé la curieuse brochure de Benjamin Constant, qui porte ce titre, j'ai découpé celui qui peut illustrer la thèse antinationaliste du grand poète hindou : « ...Le gouvernement n'ose pas dire à sa nation : « Marchons à la conquête du monde. » Elle lui répondrait, d'une voix unanime : « Nous ne voulons pas de la conquête du monde. » Mais il parlerait de l'indépendance nationale, de l'honneur national, de l'arrondissement des frontières, des intérêts commerciaux... que sais-je encore, car il est inépuisable le vocabulaire de l'hypocrisie et de l'injustice. Il parlerait de l'indépendance nationale comme si l'indépendance d'une nation était compromise parce que d'autres nations sont indépendantes. »

« La nation, dit Tagore, a toujours peur que d'autres races ne parviennent à l'éminence et ne la mettent en péril, et elle essaie de contrarier tous les symptômes de grandeur en dehors de ses propres frontières. »

« La guerre et le commerce ne sont que deux moyens différents d'arriver au même résultat, » écrivait B. Constant : celle de posséder ce que l'on désire. »

La nation fait jouer l'un au profit de l'autre. La nation, c'est la guerre en perpétuelle gestation. Voilà ce qui se dégage de l'enseignement de Tagore.

« La nation, c'est la pression de l'inhumain sur l'humain. » (Page 33.)

Cependant, il ne désespère pas tout à fait.

Pour lui, l'agonie de la nation a commencé. Souhaitons-lui avec lui et espérons qu'un jour l'homme renaitra dans la liberté de son individualité.

Et il a raison sans doute le magnifique poète de « Cygne », que nous étudierons prochainement : « Il a raison contre tous, quand il clame : »

« Vraie est la Paix, vraie la Bonté, vraie l'éternelle. » (2)

Henry POULAILLE.

(1) « L'Esprit de Conquête », Benjamin Constant. (2) « Cygne ». (Poème traduit du bengali.) Stock, éditeur.

ETÉ

Pour emblayer ces champs quelques gars ont [suffit,
Mais n'ont jeté que quelques poignées de semence.
Le mirabeau blond de l'été s'accorde :
Cent faucheurs sont penchés sur la moisson im-
mense !
De chaque grain tombé dans la nuit du sillon
Et qui n'est pas, sous le vol bleu des fauillons,
Comptez tous les épis de la récolte entière...
O vous, plus isolés que les semeurs
Qui sont passés dans la plaine, au temps des
En la nuit des cervaux et l'inertie des coeurs,
Jetez votre bon grain sur le champ des esclaves.
Fiers semeurs de l'idée, jetez votre bon grain :
Il dormira comme le blé dort dans la terre,
Mais, innombrable, aux beaux jours protégeant
Votre moisson respirendra dans la lumière !...
Gaston CONTE.

Aux Anarchistes, Aux Travailleurs, Aux hommes de cœur de tous les pays

L'horrible assassinat du député Matteotti exécuté, d'après les ordres des plus hautes hiérarchies du gouvernement et du parti fasciste italiens, par cette bande de sadiques criminels qui résident au Palazzo Vidimale à Rome (Siège du Ministère de l'Intérieur), a fait surgir des quatre coins de la terre un chœur unanime de blâme et de réprobation !

Mais il importe surtout de mettre en relief, afin de mieux éclairer la conscience du monde civilisé, que cet ignoble crime n'est ni le premier, ni le dernier des déliés, mais rien qu'une « Incidence », parmi toute une série de forfaits et de tortures, infligés depuis trois ans par le régime terroriste fasciste qui, par tous les moyens, cherche à étouffer le peuple italien dans son propre sang, en un spectacle continu d'horreurs, dont le raffinement n'a pas de nom, et qui rappelle les souvenirs les plus cruels du vandalisme médiéval.

C'est par milliers et milliers qu'ils ont assassiné les prolétaires et les hommes libérés de tous parts, en s'ingéniant à les torturer avec une cruauté infinie, par des procédés non moins ignominieux que ceux auxquels fut soumis le député Matteotti qui n'a pas été assassiné d'un coup, mais qui a dû subir les sévices les plus obscènes et la mutilation. Et tous ceux qui refusent de s'engager dans les rangs des hordes fratricides ont été proscriints et emprisonnés.

Plus de cinquante mille prolétaires et insoumis ont été relégués dans l'enfer des épouvantables prisons de l'inquisitorial état fasciste. Plus de deux millions de prolétaires et d'insoumis furent forcés, afin de se soustraire au poignard assassin, de se réfugier et d'errer au sein des terres étrangères.

Toutes les Chambres de Travail, toutes les associations ouvrières, politiques, scientifiques et religieuses, toutes les Coopératives de production et de consommation, toutes les imprimeries de journaux et de revues, toutes les écoles, patronages et institutions prolétariennes, et, pour ainsi dire, toutes les habitations particulières des ouvriers, des penseurs libres et des insoumis furent, dans les plus petites bourgades, comme dans toutes les villes d'Italie, saccagées, incendiées, détruites par les criminels bandits de la sinistre organisation terroriste et réactionnaire connue sous le nom de *Parti du Gouvernement Fasciste*.

CAMARADES,
PROLETAIRES DU MONDE !

L'horrible assassinat du député Matteotti — dont le misérable cadavre a été ignoblement lacéré (comme le furent d'ailleurs ceux de nos centaines de camarades qui ont subi le même sort), a été enlevé par ses assassins et par ordre de l'infâme dictateur et du féroce commandant suprême de la fameuse milice fasciste (les deux principaux responsables de l'infâme délit) — a fait découvrir soudain au monde civilisé, à travers un éclair de clarté sanglante que le gouvernement et le parti fasciste n'étaient rien autre qu'un dérèglement de têtes sauvages et sanguinaires, indigne de la société humaine et de la civilisation.

Et ceux-là qui, avec une intensité et une féroce accrue, persistent à vouloir réduire le peuple italien à l'esclavage, à forcer les services, de cruautés sans nom, de terreurs et d'assassinats, s'inscrivent comme une honte et une infamie terrible dans l'histoire de l'humanité. Ils représentent un formidable danger pour toute la civilisation ! Car, cependant que les légions noires de la sadique hyène fasciste, s'apprêtent à reprendre « leur marche infernale » à travers l'Italie pour la réduire en lambeaux et en exterminer ce qui reste de prolétariat, l'effervescent dictateur décreté, avec une suprême scélératesse, la suppression totale de la liberté de la presse, cependant que les actes abominables de son ignoble régime restent plongés dans le gouffre de l'inconnu ; nous dénonçons de toutes nos forces cet ignominieux cannibalisme social à tous les hommes qui possèdent encore le sens de l'humanité et qui aspirent au droit immuable de la liberté de l'individu.

Et au nom de l'humanité offensée et de la liberté piétinée, nous livrons la folle tyrannie fasciste à l'exécration universelle.

Au nom des milliers d'assassinés, d'un peuple dont quarante millions d'hommes sont torturés, au nom de la civilisation menacée, nous jetons un appel fervent aux groupes anarchistes, à tous les camarades, et à tous les individus libérés de toutes les parties du monde, afin de préparer et de soulever, par des manifestations publiques, tant par des réunions que par la voie de la presse, la révolution morale et la protestation indignée de tout l'univers civilisé contre le barbare et monstrueux régime fasciste qui assassine et saccage le peuple italien.

Qu'un seul cri puissant s'élève de toutes les poitrines humaines :

A BAS LE FASCISME !
VIVE LA LIBERTÉ !

N. B. — Ce tract, édité par des copains, est à la disposition des camarades, à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc.

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : *La Valkyrie*.

A travers le Monde

ITALIE

L'AFFAIRE MATTEOTTI

Le *Gioriale d'Italia* apprend que samedi après-midi a eu lieu la confrontation du sénateur Bergamini et du député républicain Mazzolani avec les inculpés de l'affaire Matteotti.

Un premier abord, dans le groupe des détenus qui lui ont été présentés, M. Bergamini a cru reconnaître un des individus qui l'avaient attaqué à son domicile en décembre dernier, mais le sénateur a déclaré ne pas pouvoir le désigner formellement. Il suit par la suite que cet individu n'était autre que Dumini.

Par contre, M. Mazzolani a reconnu sans hésitation Dumini pour un des individus qui l'ont enlevé en automobile et abandonné dans la banlieue de Rome après l'avoir contraint à absorber une dose copieuse d'huile de ricin. Mme Mazzolani a reconnu également en Dumini la personne qui était venue lui demander si son mari était rentré chez lui.

M. Mazzolani a cru reconnaître aussi Albinio Volpi pour un de ses agresseurs.

UN JOURNAL SAISI

Selon les journaux de Rome, l'*"Impero"* a été saisi hier à cause de la large manchette dans laquelle il indiquait les moyens qui, à son avis, assureront infailliblement le retour à l'état normal. L'*"Impero"* demandait, notamment, que le sénateur Albertini, MM. don Sturzo, Turati, Amendola, Vettori, directeur du *"Gioriale d'Italia"*, et d'autres personnalités de l'opposition fissent arrêtés, et que la peine de mort fut rétablie en Italie.

Il reste, dans le numéro d'aujourd'hui, tout en s'expliquant sur la portée des mesures qu'il préconisait hier, l'*"Impero"* proteste contre la saisie, arguant que le gouvernement fasciste ne doit pas traiter de la même manière les patriotes et les antifascistes.

BRÉSIL

L'INSURRECTION

On mande de Buenos-Aires :

On apprend à la frontière du Brésil que les rebelles de São-Paulo sont dans une situation désespérée. Ils ont échoué complètement dans leurs tentatives de soulever les autres Etats.

Les gouvernementaux, dont le nombre est cinq fois supérieur à celui des rebelles, empêchent tout secours de parvenir à ceux-ci et s'efforcent de les attirer hors de

ANGLETERRE

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Londres, 19 juillet. — Ce matin, à la commission politique, M. Hymans, le délégué belge, a déclaré :

L'accord, en somme, est réalisé d'ores et déjà dans les esprits. Il n'y a donc pas lieu d'attacher trop à la lettre de certaines formules un peu exclusives."

Les représentants américains, MM. Logan et Young, ont apporté une adhésion chaleureuse à ces paroles, et souligné leur ferme volonté de collaboration.

La participation allemande

Londres, 19 juillet. — Il se peut que les représentants allemands soient convoqués à Londres pour mercredi ou jeudi, l'Etat de São-Paulo afin d'éviter d'endommager la ville.

Le sous-chef des rebelles est un nommé João Francisco, agitateur expulsé de Rio-Grande.

Les opérations préliminaires pour l'attaque finale par les troupes gouvernementales sont pratiquement terminées en dépit du temps brumeux, qui a rendu les reconnaissances par aéroplanes difficiles. La situation des troupes gouvernementales est des plus favorables.

ALLEMAGNE

L'ASSASSIN ÉTAIT POLICIER !

Berlin, 20 juillet. — L'assassin de Hanovre a été trouvé en possession d'une carte d'identité d'agent de la Sécurité. Or, au mois de mars 1923, deux femmes accusèrent de police, entre les mains duquel l'accusa-

tion avait été disposée, ne prit aucune mesure contre l'inculpé. Il vient d'être suspendu de ses fonctions avec trois de ses collègues.

Bah ! ce n'est pourtant pas la première fois qu'un assassin était policier, d'autant plus que tous les policiers sont des assassins.

UN ENTRETIEN HERRIOT-KERENSKI ?

Berlin, 20 juillet. — D'après les journaux berlinois, M. Kerenski, le chef de l'ancien gouvernement révolutionnaire russe, s'est rendu à Paris, où il doit avoir un entretien avec M. Edouard Herriot.

ÉTATS-UNIS

LA PROHIBITION DE L'ALCOOL

Washington, 20 juillet. — Le gouvernement annonce qu'il prépare des mesures plus énergiques que jamais pour empêcher la contrebande des boissons alcooliques. Il confisquera les navires qui se livrent à cette contrebande et poursuivra toutes les personnes qui y coopèrent.

AUTRICHE

L'INCIDENT DU FILM DE VERSAILLES

On mande de Vienne :

Plusieurs députés ont déposé des interpellations au Conseil National au sujet de l'arrestation à Paris des artistes de cinéma autrichiens. Tous les journaux consacrent de longs articles à cette arrestation. Un meeting de protestation, organisé par les artistes, figurants et tous les employés de cinéma, s'est tenu à Vienne.

A TRAVERS LE PAYS

IL EST TEMPS !

Le Mans, 20 juillet. — Eugène-Auguste Trouvé, trente ans, journalier agricole à Aubigné, arrêté sous l'inculpation d'avoir assassiné M. Julien Tulot, cultivateur, son voisin, a été remis en liberté, son alibi ayant été reconnu exact. L'enquête continue.

Ainsi, voici encore un homme qu'on avait arrêté sans preuve ! Il est temps qu'on le relâche — mais heureusement pour lui qu'il pût fournir un alibi sans quoi on l'eût envoyé à l'échafaud !

Triste chose que la justice des hommes !

MORTEL ACCIDENT D'AUTO

Bordeaux, 20 juillet. — M. Goboly, démeurant à Bordeaux, rue Judaïque, revenait samedi soir en auto de Bazas en compagnie de M. Gourdin, photographe bordelais.

A un kilomètre de Langon, M. Goboly voulut éviter un cycliste, l'auto alla buter contre un arbre et capota. M. Gourdin a été tué sur le coup et M. Goboly grièvement blessé.

NOYE DANS UN PUITS

Saint-Nazaire, 20 juillet. — A Grands-Champs, le cultivateur Jean Olivier tombe dans son puits en tirant de l'eau ; pendant quelques minutes il réussit à retarder la mort en se cramponnant à la chaîne. Epuisé, il lâche prise et disparaît sous les yeux de sa fille qui n'a pu le secourir.

L'EXPRESS TOULOUSE-PARIS

DERRAILE

Châteauroux, 20 juillet. — L'express de Toulouse à Paris a déraillé cet après-midi, vers quatre heures, entre Eguzon et Celon. La voiture de tête du convoi a quitté les rails et s'est couchée en travers de la voie. On ne signale aucun accident de ce fait.

ECRASÉE PAR UN CAMION

Toulouse, 20 juillet. — Hier soir, en passant place des Carmes, Mme Cantal, 49 ans, ménagère, rue des Quatre-Billards, fut prise d'une syncope et tomba à la renverse devant la roue droite arrière d'un camion chargé de caisses de bière et fut relevée par les témoins de l'accident la poitrine littéralement écrasée. Transportée dans une pharmacie, elle expira en arrivant.

En lisant les autres...

Toujours le problème du prix du pain

Dans l'*Intransigeant*, Léon Bailly accuse le nouveau gouvernement de faire le jeu des agriculteurs et des minotiers par la mesure qui, à partir du 1er août, rétablira la majoration totale du droit d'entrée sur les blés de l'étranger :

Aujourd'hui, la récolte indigène s'annonce déficitaire pour sept ou huit millions de quintaux que nous devrons démander à l'étranger. Le change ne nous est pas plus favorable qu'il n'était au temps du décret Poincaré. Et le pain est de deux sous plus cher qu'il n'était alors.

Comme le pain sera facilement de barotter à la fixation du prix de toutes denrées, il est très important que sa hausse soit réprimée. Rien n'explique donc la mesure gouvernementale actuelle.

Rien, si ce n'est peut-être le désir de se concilier, parmi les classes paysannes, une partie de l'opinion encore réfractaire aux beautés de la politique radicale-socialiste. Mais alors pour quoi les servants de cette politique croient-ils si fort contre le ministre Chérèn ? Elle pourrait être signée de ce nom, la mesure qu'ils présentent aujourd'hui. Elle néglige l'intérêt direct de l'ouvrier et du consommateur des villes. Elle donne à la vie chère un encouragement dont celle-ci n'avait pas besoin.

Cette mesure, en effet, sera peut-être plaisir aux classes paysannes, mais en aucun cas elles ne se concilieront avec les intérêts du prolétariat des champs qui, lui, achète aussi du pain, tout comme le prolétariat des villes. Mais M. Bailly n'est pas du tout qualifié pour se poser en défenseur des intérêts de l'ouvrier et du consommateur. Il est contre la mesure gouvernementale parce que celle-ci n'émane pas du décret National défunt. Car, après tout, le directeur de l'*Intransigeant* se fout pas mal de payer le pain deux ou quatre sous plus cher.

Les vrais coupables

De La Fouchardière, dans l'*Oeuvre* :

Poincaré est vraiment un chef. Il en est fier. Ceux qui comprennent se refusent à commander ; ceux qui enseignent

Mais le militaire dont nous devons le servir, le militaire générateur de l'esprit militaire, qui met les peuples sur la paille... Ce n'est pas le général.

Il dénonce la victime. Le militaire malfaisant, c'est l'incorrigible tronçon de deuxième classe, qui se courbe à la caserne, tout le long du jour, et se redresse en ville en faisant sonner ses épargnes ; celui qui essaie le prestige de sa livrée sur les bonnes d'enfant du square ; celui qui ne comprend pas l'impossibilité du geste accompli et la môme tristesse des années perdues ; celui qui gueule comme un veau taumbral le jour où on le déclare bon pour le service et se promène dans les rues de son patelin, pavoue comme l'animal qui fut au concours avant d'arriver à l'hippodrome, qui marche au pas suivant la relève de 14 juillet, et qui, le soir, sera sous la forme d'une grive pour avoir confondu la fâche de la liberté avec celle de l'armée... celui qui, une fois libéré du service, évoque avec une tendresse émoue les plus humaines bimades, avec cette conclusion : « Bah ! On était jeune ; c'était le bon temps... » comme s'il n'y avait pas de meilleures façons de dépasser sa jeunesse.

Voilà qui est, ma foi, assez vrai. On critique toujours les gens au pouvoir, on gueule sans cesse contre les matières sans s'apercevoir que les premiers responsables sont d'abord ceux qui les supportent.

Les esclaves ne sont esclaves que parce qu'ils se forcent eux-mêmes des tyrans, parce qu'ils ont plus confiance dans les autres qu'en eux-seuls. Il n'y aura de changements ici-bas que dans la mesure où les hommes transformeront leur propre mentalité. Tout le reste n'est que de la blague.

Fascisme et Communisme

Georges Valois, dans l'*Action française*, a fait hier une longue étude sur le fascisme et le communisme, leurs buts et leurs moyens. On comprend, à la lecture de cette étude, pourquoi Rykow, il n'y a pas encore très longtemps, félicitait Mussolini d'avoir si bien redressé la vie économique et surtout assuré l'ordre en Italie. Les deux mouvements, à part quelques points de désaccord sur le détail, non seulement offrent de frappantes analogies, mais encore se complètent l'un et l'autre. Rome est indissolublement liée à Moscou par la même cause de violences, par le même mépris brutal des droits de l'individu. Chez les deux peuples, la même religion, la même mythe, dressent leurs tentacules sanglantes : c'est l'*"Etat-Roi"* au-dessus de tout.

Si le dilemme avait cette signification, nous serions également opposés aux deux solutions :

mais nous considérons que le fascisme n'est pas une dictature bourgeoise, que le communisme n'est pas une dictature ouvrière. Fascisme et communisme ne sont que deux moyens différents, procédant d'une même vue politique, de résoudre le problème posé par la défaillance des bourgeois conservatrice, libérale et radicale. L'un et l'autre sont également opposés au parlementarisme bourgeois et démocratique ; l'un et l'autre prennent pour premier moyen d'action la dictature, c'est-à-dire le commandement unique et ne se distinguent que lorsqu'il s'agit d'appliquer le fonctionnement social aux bourgeois dépossédés du pouvoir. Le communisme impose aux bourgeois de leurs biens et même de leur vie : le fascisme impose aux bourgeois la discipline nationale et les oblige à sortir de l'activité économique où ils se sont placés, afin de les faire travailler non plus seulement pour leurs propres intérêts, mais pour l'Etat et le bien commun.

On le voit, le but est le même. Aucun changement dans l'administration des personnes et des choses. Le communisme autoritaire tend à la création d'une bourgeoisie prolétarienne ; le fascisme, lui, veut que la bourgeoisie présente demeure à la place qu'elle occupe en vertu de son histoire d'hier.

Je dis aux communistes que l'expérience des moyens communistes est faite, jugée, et qu'elle a échoué ; que, si l'Etat soviétique demeure, survit, c'est en renonçant à l'application des principes communistes, et en reconstruisant une nouvelle bourgeoisie, subordonnée à des élus-majors d'Etat qui lui donnent une discipline économique qu'elle n'avait pas ; que si le fascisme italien et le communisme russe durera, on observera, dans quelques années, en Italie et en Russie, des phénomènes politiques, économiques et sociaux de même nature, et que l'on pourra résumer ainsi : un Etat de forme monarchique, appuyé sur une sorte d'aristocratie tirée de toutes les classes et exerçant le contrôle politique à tous les étages de la nation par décret d'Etat et non plus démocratiquement ; une bourgeoisie débarrassée de son rôle politique, rendue à sa fonction économique, gérant les biens dans les conditions normales de la propriété en Italie, dans les conditions du bail emphytéotique en Russie ; des classes ouvrières et prolétariennes corporativement avec la bourgeoisie et appuyées par l'Etat pour améliorer les conditions de travail et l'organisation générale de la production, subordonnant le travail aux nécessités nationales et supprimant le parasitisme économique qui est la plade de l'économie moderne.

Cela est normal. La dictature d'un parti, qui soit de droite ou de gauche, aboutit à des résultats identiques. En Italie, le fascisme n'a-t-il pas enchaîné le mouvement syndical et ne s'est-il pas servi des meilleurs militants syndicalistes, tout comme en Russie le bolchévisme s'est emparé du mouvement ouvrier pour consolider sa théorie de l'Etat.

Par des voies différentes, Rome et Moscou conduisent les hommes vers le noir et mortel passe.

DANS PARIS et sa Banlieue

IL ALLAIT BIEN LE GARDE !

Depuis quelque temps, plusieurs femmes se plaignent de ce qu'un fils les accoste dans le Bois de Boulogne, leur demandant leurs papiers, puis les entraînent dans un fourré, où ils les forçant à subir ses exigences de male en rut.

L'une d'elles, Mlle Marie Thiltges, avait déposé une plainte.

Elle avait été il y a huit jours environ, accostée, ainsi qu'une de ses sœurs, par cet individu et avait dû, en présence même de sa sœur et de son ami, connaître l'entreinte du bonhomme par trop sensuel.

Or, hier, on arrêtait un certain Louis Courly, âgé de 33 ans, concierge, rue Mirémont et employé comme garde-vigile à la Société des Vigiles, qui avait encore attaqué une femme dans les environs de la porte Dauphine.

Mis en présence de l'ami de Mlle Thiltges, il fut reconnu ; mais, comme il nait, on fit revenir celle-ci de la campagne et elle reconnut formellement son amant obligatoire d'un instant.

On l'emmena quasiment des Orfèvres. Mais, fait qui n'arrive jamais quand c'est un anarchiste qu'on arrête pour délit de presse, le juge d'instruction chargé de l'affaire était absent, et aucun juge, non plus que le Parquet, ne voulut prendre la responsabilité de lancer un mandat d'arrêt contre le garde-vigile.

La police judiciaire, nous dit-on, se trouve fort embarrassée.

En bien ! qu'elle l'emploie comme filie... Il ne déparera pas la collection de ceux qui abusent par la terreur des pauvres filles qu'ils arrêtent.

UNE BARQUE CHAVIRE

Un homme est noyé

Avant-hier soir, à onze heures, la hauteur du pont d'Asnières, une barque monterait par trois hommes à chaviré. Les nom-

mes Jean-Joseph Paul, âgé de 22 ans demeurant 120, rue de Cormeilles, à Levallois, et Joseph Lerecour, âgé de 25 ans, 70, quai de Courbevoie, ont pu être sauvés par des témoins de l'accident. Mais Adrien Malloï, âgé de 28 ans, domicilié 70, quai de Courbevoie, a coulé à pic. Son cadavre n'a pu encore être retrouvé.

ACCIDENT D'AUTO

Vers 12 h. 30, au Bois de Boulogne, à l'angle des avenues de l'Hippodrome et de la Reine-Marguerite, une auto conduite par le chauffeur Alphonse Vincent a heurté une autre voiture conduite par M. Jules Collin, et dans laquelle se trouvait Mme Chiffliot, demeurant 30, rue de la Bièvaise, à Boulogne.

Gravement blessé, la voyageuse succomba à son arrivée à l'Hôpital Beaujon.

UN JEUNE SOLDAT EN PERMISSION TENTE DE SE SUICIDER

Versailles, 20 juillet. — Le soldat André Lapierre, du 3^e groupe d'auto-mitrailleuses, en garnison à Colmar, venu en permission régulière chez ses parents, à Villeneuve-le-Roi, ayant laissé passer le délai, les gendarmes vinrent le chercher à son domicile

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les communistes sont-ils adversaires de l'Unité?

On serait tenté de le croire à voir l'acharnement qu'ils mettent à essayer de détruire les armes unitaires qui se manifestent.

Dans le *Libertaire* du 30 juin, nous avons publié un « appel aux travailleurs syndiqués » du « Comité d'action pour l'Unité syndicale », constitué à Asnières. Le papier était signé des camarades Bernal, Bonvalot, J. Brunand, Cauchois, Chausse, Coultineau, Delautre, B. Edouard, Hermant, Hubert, Lagrue, Lefèvre, Marais, Pelicot, Raymond, A. Riper, Servi Hélène, Thibault, Wiert.

Ce comité comprenait des militants de toutes tendances, y compris des communistes du Parti. Nous étions heureux de montrer cette tentative unitaire pour nous consoler d'un article divisionniste paru dans le *Bulletin Communiste* du 6 juin et signé Jean — et repris depuis par Sauvage dans *l'Humanité* —, article qui cherchait à opposer dans la même usine, les ouvriers de tendances différentes.

L'effort d'Asnières était trop beau pour le P. C. et cela ne pouvait pas durer.

La Commission syndicale centrale du P. C. a regardé cet appel banniériste avec une loupe orthodoxe, et y a trouvé, en isolant des phrases, un « esprit national, chauvin », une espèce « d'infernet général » en contradiction avec la lutte de classes.

Nous avons soumis cet article suspect à un distingué chimiste, ne nous fiant pas à nos faibles lumières. Après analyse, il paraît — n'affirmons jamais — qu'il contient une bonne critique sur la routine technique des exploitants et du pays de France, et qu'il donne un aperçu sommaire et exact de la situation économiquée.

Il est probable qu'après les camarades d'Asnières, le chimiste peut se tromper puisque la sacrée congrégation de l'Index du P. C. en a décidé souverainement. Tout de même, les doctes apôtres de la sainte doctrine ont mis du temps pour trouver un air de fagot à cet appel unitaire, qui a été édité un mois au moins avant l'insertion du *Libertaire*.

Or donc, dans l'*Humanité* du 13 juillet, la commission syndicale centrale signale aux fidèles ce papier comme hérétique. Elle déclare sans appel que ce geste d'unité est une « nouvelle manœuvre de désagrégation ». Et elle recommande la tisane de Saint-Omer.

Naturellement, suivant la tradition chère aux églises, la Commission centrale fait abjurer les membres du P. C. qui avaient signé. La déclaration de ces pauvres bougres ressemble toutes proportions gardées, à celle de Galilée. « La bonne foi » de ces innocents « a été surprise », ce qu' « ils avaient signé ne traduisait nullement leur pensée », et « ils ne pensaient pas qu'en essayant de faire l'unité, « il s'agissait de fabriquer une machine de guerre contre le Parti Communiste » auquel « ils sont fermement attachés ».

L'acte de contrition est signé de Bernal, Coutineau, Huber, Pelicot, Raymond, Thibault.

Mais voici une protestation contre la manœuvre antunitaire :

Je déclare que je ne suis pas signataire de la déclaration parue dans « l'Humanité » du 13 juillet, sous le titre « Un Comité d'action pour une soi-disant unité syndicale ».

Une lettre demandant rectification a été envoyée à « l'Humanité », et je me réserve de répondre aux déformateurs et semeurs de confusion. — PELCOT. »

Avec cette petite histoire, on peut se demander si les communistes du P. C. tiennent tant que cela à l'unité.

B. BROUICHOUE.

DEMAIN Alerte à Rueil

Soyons tous, demain matin, mardi 22 juillet, à l'aube, devant la demeure de notre camarade Maurice Declercq, route de Saint-Germain, à Saint-Nom-la-Bretèche.

A. LESIMBLE,
du Bâtiment de Rueil.

La Librairie Sociale

9, rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

Chèque postal : M. Jouot 520-42.

La Librairie Sociale 9, rue Louis-Blanc, Paris-10^e, peut fournir tous les ouvrages de philosophie, sociologie, sciences, littérature, éducation, hygiène, ainsi que toutes les œuvres anciennes classiques et modernes (romans, poésie, théâtre).

Nous pouvons assurer l'livraison de toute commande dans le délai le plus bref et nous répondons à toute demande de renseignements concernant la librairie.

Il ne nous est pas possible actuellement de donner suite aux commandes à crédit ou contre remboursement. Nous prions donc nos clients de toutefois bien nous adresser le montant en même temps que la commande.

Aux groupes de l'Union Anarchiste, aux Syn-

DANS LE S. U. B.

Aux Paveurs et aides et parties similaires

« Camarades,

« Nous ne voulons pas que tant d'efforts de propagande soient voulus à pareil insuccès. La mentalité des travailleurs syndiqués ne peut pas, ne doit pas descendre au niveau de celle des inconscients, sous prétexte que vos qualités professionnelles sont au moins égales à la leur. Ce petit jeu ne peut avoir comme but que de satisfaire nos patrons qui doivent bien rire en constatant cette course à la production.

« Il faut faire cesser cela, d'autant plus que le travail exercé dans de telles conditions n'est simplement qu'un sabotage organisé, dont les Pouvoirs intéressés feront bien de jeter leurs regards et, au besoin, disposés que nous sommes à leur faire la démonstration de ces malversations.

« Allons, les copains, rappelez-vous que la première condition est d'être assez homme, assez conscient, pour ne pas accepter des conditions de travail qui sont une honte et la préparation d'un chômage dont nous serons les seules victimes.

« Que les plus courageux commencent, en donnant ainsi l'exemple. Que partout les camarades couvrent pour l'action syndicale, réveillant de leur sommeil les éternels satisfais.

« Pour nos salaires,
« Pour nos huit heures,
« Pour notre mieux-être,
tous au Syndicat !

P. LE GAIN.

Un conflit chez les démolisseurs

Sur le chantier de démolition, 80, avenue des Champs-Elysées, pour le compte de la Maison Bonhomme, un conflit a surgi entre le garde-chourisme de l'entreprise et les ouvriers. Cet aboyer, voulant renvoyer deux camarades, le chantier s'étant solidarisé avec eux, notre renégat n'a pu mieux faire que d'appeler la police pour faire évacuer le chantier. Devant ce fait ignoble, où l'on sent plus que jamais que le gouvernement est aux ordres du patronat, tous les camarades des autres chantiers de la Maison Bonhomme, réunis, hier, 17 juillet, vont au mépris de la classe ouvrière le sinistre larbin Janfan, et il est à espérer que les camarades travaillant avec lui sauront faire rendre compte de sa conduite.

Inutile de dire que tout le Conseil de la Section des démolisseurs est en complet accord avec les camarades de cette maison.

Le Conseil.

Un peu de patience. Marius

Tant qu'il s'agit de sa position (?) en tant que conception (?) dans le mouvement ouvrier, Marius Chivalié, secrétaire de l'U. D. U. de la Seine, ne répond pas aux « injures », mais il peut « laisser passer une insinuation qui atteint sa dignité officielle ».

Voilà qui est bien parlé et qui fait honneur à son auteur. Seulement, les déclamations les plus grandiloquentes ne suffisent pas à convaincre les gens sérieux. La moindre petite preuve fait bien plus d'effet.

Chivalié va être servi à souhait. La parole est à la Minorité syndicaliste de Rennes.

La Maison-mère et les annexes du F. C. entreprennent une nouvelle croisade

Le Parti communiste et ses succursales : C. G. T. U., A. R. A. C., Jeunesse Communiste et autres filiales moins importantes viennent d'entreprendre une croisade contre la « guerre impérialiste et la Social-Traitison ». Il y a des équipes nationales et internationales, avec un ou plusieurs numéros.

Il sera de cette tournée comme des précédentes ; des jeunes gens et des professeurs vont se promener, aux frais des syndiqués, pour faire beaucoup de bluff et encore plus d'impuissance.

On nous assure que dans beaucoup de cas, les camarades sont décidés d'aller contre-dire les commis de Moscou. Ce sera un jeu de dégonfler la plupart de ces bavardes.

Le Conseil national du Vêtement et Chapellerie

Le C. N. F. du Vêtement et de la Chapellerie s'est réuni à Paris, le 14 juillet. Sur onze régions, cinq seulement étaient représentées : les 3^e, 7^e, 9^e, 10^e et 11^e. Les 1^e, 2^e, 4^e et 6^e régions avaient envoyé des lettres. Les 5^e et 8^e régions n'ont pas donné signe de vie. Voilà un bon exemple de « réconciliation » communiste. Pas même réuni la moitié des régions !

Le nourrisson du Textile, Foulon, représentait la C. G. T. U. La fusion étant acceptée en principe avec le Textile, un Congrès spécial aura lieu les 6 et 7 décembre, à Paris, pour terminer.

Le C. N. F. a réclamé l'amnistie intégrale dans tous les pays, sauf en Russie.

Pour l'unité syndicale, il y a eu un référendum. Sur trente-neuf syndicats, il y a eu 19 voix pour Moscou, 4 voix pour l'unité ; seize syndicats n'ont pas répondu.

Voilà le travail de l' « élite » du prolétariat ! Le triomphe sur des ruines. Heureusement que le moribond va s'accoupler avec un mourant. Quelle belle progéniture en perspective !

SENCCOUTURE.

Le Comité intersyndical d'Asnières et l'Unité

Le C. I. d'Asnières, dans sa séance du 16 juillet, a adopté l'ordre du jour suivant : « Le C. I., malgré que certains de ses membres aient retiré leur signature du tract pour l'unité syndicale, décide de rester membre actif du C. A. pour l'unité syndicale.

« Décide en outre que le secrétaire devra écrire à l'*Humanité* pour exiger la publication intégrale du tract : « Appel aux travailleurs syndiqués », aux lieux et place où parurent quelques phrases tronquées, découpées dans cet appel, afin de discréder le C. I. et le comité d'action aux yeux des militants.

« Cet ordre du jour fut adopté par neuf voix sur dix présents.

Le Secrétaire : PELCOT.

EN CINQ SEC

Un espèce de savant qui connaît l'histoire, m'écrivit :

« Connais-tu Théodora ? C'était la femme de l'empereur Justinien. Elle commença sa vie comme courtisane et finit par dominer son mari aux plus pudiques. Elle voulut protéger les héritiers, comme elle repenties, et leur fit élire, près de Constantinople, une sorte de couvent, afin de les abriter pour toujours.

Sais-tu ce qu'il advint ? Ces prostituées, qui semblaient rassasiées de leur profession ou devenues inaptes à l'exercer, virent leur condition empirer. Elles se livrèrent au « saphisme ».

Plus tard, les chrétiens prirent modèle sur l'abri de Constantinople pour fonder des monastères et des abbayes.

« Ne trouves-tu pas que Moscou continue cette pieuse tradition ? Combien y a-t-il de Théodora de l'autre sexe en France, car il ne faut parler que de ce que nous connaissons ?

« Tous ces anciens jaunes, ces jusqu'au-boutistes, ces patrons, ces militaires, ces politiciens qui se convertissent soudainement à l'idée de la lutte de classes et qui veulent donner des leçons de révolutionnisme aux authentiques prolétaires des usines, des mines, des magasins et des champs, n'y a-t-il pas de quoi affliger les âmes pures ?

« Le couvent est maintenant fondé, et les nourrissons s'y abreuvent comme dans une mer de lait. Mais au lieu de s'amender, cette mauvaise graine devient plus vicieuse, et le préjudice causé au mouvement social est de plus en plus effrayant.

« La nouvelle église, bâtie sur la fange, prétend faire passer la boue pour du grain, et ses temples songent à régenter l'univers.

« Les vrais révolutionnaires, les indépendants, ceux qui entrevoient la Révolution comme un fleuve majestueux portant la fécondité à tous, n'ont-ils pas pour principal devoir de dénoncer cette étroite rigole qui vient des écuries d'Augias, et de porter le fer rouge dans la plaine ? »

A la tienne, monsieur le professeur d'his-

toire et donneur de conseils ! Ce n'est pas le moment de se dévouer pour l'humanité souffrante ! Demande un peu à Souvarine, à Monatte, à Frossard, ce qu'ils pensent de l'Inquisition moscovite ! Ils ont été précipités à la chandeleur avec moins de forme que nos bons ancêtres en mirent pour Etienne Dolet et le chevalier de la Barre. Et ils n'auront pas de statut ! Et le Bloc des gauches ne parlera pas d'eux aux distributions de prix !

C'est le moment, plus que jamais, de grogner avec les ours de Sibérie, car je vous poindrie à l'Orient le capitaine Treint, à la tête d'une troupe résolue, ayant pleins de pouvoirs. Estimons-nous bien heureux, après l'essai concluant du 11 janvier, si nous échappons, le 24 août, à un glorieux anniversaire-répétition de la Saint-Barthélemy.

Et c'est encore Raynaud qui a raison quand il astreint que pour être un bon orthodoxe point n'est besoin de connaître toute la langue de Virgile. Il suffit de répéter, invariablement, à toutes les questions des Théodora et des Justinien : Amen !

Gardons-nous surtout, devant une moderne Théodora en lunettes à écaillles, de lui reprocher d'avoir fait le tapin. Elle nous traitera d'Alphonse, et nous irions en prison pour la traite des blanches.

PEPIN LE BREF.

Communiques syndicaux

Fédération Postale Unitaire. — Commission exécutive ce soir, à 20 h. 30.

Ordre du jour : 1^e Unité.

Peltier est spécialement convoqué.

Syndicat International du Chauffage. — Réunion du Conseil demain mardi, à 18 heures, permanence, Bourse du Travail.

Ébénistes. — Conseil syndical ce soir, à 18 h. 30, au siège.

Métaux (Secteur du Bronze). — Les camarades de la Section corporative du Bronze se réunissent en assemblée générale ce soir, à 18 h. 30, salle Varlin. Pas un camarade ne doit oublier d'y assister.

Élection d'un secrétaire ; Questions importantes.

Comité Intersyndical du 11^e. — Réunion ce soir, à 20 h. 45, rue Saint-Bernard, 2.

Comité Intersyndical du 13^e. — Réunion du C. I. ce soir, à 20 h. 30.

Meeting du 24.

Présence de tous les délégués et prière aux secrétaires de sections locales d'être présents au 163, boulevard de l'Hôpital.

Jeunesse Syndicaliste de la Chaussure. — Journées de la Jeunesse, demain mardi, à 18 h. 30, salle des Commissions, Bourse du Travail, 5^e étage. Que tous soient présents.

DANS LE S. U. B.

SERRURERIE. — Conseil ce soir, à 18 heures, bureau 14, Bourse du Travail, 4^e étage.

La Revista Blanca

Sommaire du numéro 28 (15 juillet 1924)

El Hombre y la Tierra (Eliseo Reclus) — La Libertad y la Moralidad política en Italia (León Fouquetti). — Elementos del Pueblo (Soledad Gustavo). — Problema de Estética y de Sentimiento (Federico Montseny). — El Arte Literario (Jacques Descluzeau). — Evolución física de la Tierra (Adriano del Valle). — Los ideales anarquistas : su pasado, su presente (Max Nelman). — País Istrial (Alberto Delaville). — Divulgaciones históricas. IV y último (M. Serrano de Numeniano). — Curiosidades históricas y científicas (El Bachiller de Salamanca). — El Ultimo Quijote (Novela de Urala). — Observaciones a dos artículos (Un Profesor de la Normal). — Comentarios. — Idea alta (poesía) (Santiago Palacio). — Las Vampiros de la Prensa pobre. — Rodando por el Mundo (Hipatia). — La Sagrada Misión de la Toga (Diogenes). — Redacción y administración. — San Martín, 3, Sardanola del Vall. s. Barcelona (Espagne).

PETITE CORRESPONDANCE

Marillier. — Serait-il possible à l'intéressé de donner de ses nouvelles aux camarades de Saint-Etienne, ces derniers l'ayant porté aux objets perdus depuis pas mal de temps ?